

Toutes les guerres finissent par se terminer, et après des mois de hausse des prix de l'énergie, le monde aspire particulièrement à la fin de celle-ci. Pourtant, la réalité est troublante : le conflit entre les Etats-Unis et l'Iran est loin d'être terminé.

Les deux principaux belligérants ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs, mais estiment tous deux avoir suffisamment de levier sur l'autre pour justifier la poursuite des combats, par le biais d'une combinaison d'armes militaires et économiques.

Les États-Unis n'ont pas réussi à renverser le régime iranien, l'obliger à abandonner son programme de missiles balistiques et de drones, son programme nucléaire, ni l'empêcher de soutenir ses partenaires régionaux. Mais Washington peut continuer à affaiblir l'armée iranienne, et à paralyser son économie via les sanctions secondaires, ainsi que son blocus naval et aérien.

L'Iran ne peut chasser la seule superpuissance mondiale du Moyen-Orient. Pourtant, il peut continuer à endommager les bases régionales américaines, à bombarder les alliés régionaux des États-Unis, à perturber le commerce international, et à augmenter la pression sur le coût de l'énergie et des matières premières agricoles.

Les deux puissances disposent des ressources nécessaires pour poursuivre le conflit sur le très long terme avec le niveau d'intensité actuelle, et estiment n'avoir d'autre choix que de les utiliser. Néanmoins, s'ils devaient repartir dans une guerre de très haute intensité comme lors des quarante premiers jours du conflit déclenché le 28 février 2026, les ressources ne seraient pas illimitées.

En effet, il faut rappeler la pression sur les stocks d'intercepteurs sol-air américains tels que les Patriot et les THAAD, ainsi que les missiles de croisière Tomahawk.

Les stocks américains de missiles ont été lourdement sollicités pendant la guerre en Iran. Selon les deux rapports successifs du think tank américain CSIS, « Status of Key Munitions at the Iran War Ceasefire » publié le 21 avril 2026 et « Rebuilding U.S. Missile Inventory: A Multiyear Project » publié le 27 mai, complétés par une mise à jour du 27 juillet, l'armée américaine entrait dans le conflit avec environ 2 330 intercepteurs Patriot dans leurs variantes les plus modernisées, 452 intercepteurs THAAD, environ 3 200 missiles de croisière Tomahawk, environ 3 500 JASSM et seulement une centaine de Precision Strike Missiles, un système encore jeune dont les livraisons n'avaient commencé qu'en 2023.

Le constat dressé par le CSIS fin juillet, sa dernière estimation publique, est sévère. Le stock de Patriot aurait fondu de 65 à 67 %, ne laissant plus qu'entre 759 et 827 intercepteurs. Le think tank a d'ailleurs révisé cette estimation à la hausse en cours de conflit : un premier rapport évoquait 55 % de déplétion, chiffre porté à 65 % après de nouveaux épisodes de combat.

Le stock de THAAD aurait reculé de 38 à 48 % selon les versions rapportées par la presse à partir du même rapport, pour atteindre entre 234 et 278 intercepteurs. Plus de 1 000 Tomahawk auraient été tirés durant le conflit, pour seulement 207 livraisons reçues en 2026, et 1 100 JASSM auraient été utilisés contre 484 livraisons la même année, 22,4 % du stock de ce dernier système ayant été consommés dès les six premiers jours des hostilités.

La reconstitution de ces stocks s'annonce longue. Le CSIS estime qu'il faudra plus de trois ans pour ramener Patriot et THAAD à leurs niveaux d'avant-guerre, un délai qui s'allongerait en cas de poursuite du conflit, contre plusieurs mois à un an pour JASSM et PrSM. Pour le seul Patriot PAC-3, la production atteint environ 600 unités par an, avec un délai d'environ trois ans et demi entre la signature d'un contrat et sa livraison effective.

Une méfiance structurelle

A l'heure actuelle, les deux États pensent que si l'un d'eux fait des concessions, l'autre poursuivra la guerre jusqu'à l'humiliation ou la réalisation de ses principaux objectifs. Des pourparlers périodiques ont lieu, mais la confiance mutuelle est inexistante.

En réalité, ils soupçonnent l'ennemi de profiter d'un cessez-le-feu pour se regrouper et se réapprovisionner avant de lancer une nouvelle attaque. Le gouvernement iranien craint que renoncer à son influence, que ce soit sur le détroit d'Ormuz, son arsenal de missiles ou son programme nucléaire, ne l'expose à des pressions ultérieures. Washington, de son côté, s'inquiète qu'un allègement massif des sanctions ne fournisse à Téhéran les ressources et le temps nécessaires pour reconstituer ses capacités.

Les mesures nécessaires pour sortir de la guerre apparaissent dangereuses précisément parce qu'elles exigent de chaque camp qu'il se rende temporairement plus vulnérable.

Effectivement, pour qu'il y ait des réelles négociations diplomatiques avec des avancées structurelles, il sera nécessaire qu'au moins l'un des deux camps fasse des concessions. Avec une confiance inexistante, cela est extrêmement peu probable, voire impossible, et cela augmente la probabilité d'un retour à l'option militaire.

Par le passé, certains dirigeants iraniens pensaient pouvoir négocier une coexistence pacifique avec les États-Unis. Mais aujourd'hui, presque personne au sein du régime ne partage cet avis. Téhéran est désormais convaincu que les États-Unis ne seront jamais un partenaire de bonne foi.

Après tout, le bilan de Washington est marqué par la trahison. Les États-Unis se sont retirés de l'accord nucléaire de 2015 après seulement trois ans. Lorsqu'ils ont frappé l'Iran en juin 2025 et février 2026, les deux parties étaient en pleines négociations.

Et aux yeux de Téhéran, les États-Unis sont responsables de l'échec de leur dernière tentative de paix, le « mémorandum d'entente » signé en juin, en cherchant à ouvrir un nouveau corridor maritime à travers le détroit d'Ormuz.

Si la situation ne change pas, la guerre se poursuivra donc comme par le passé. Il n'y aura pas de résolution globale. Il n'y aura pas d'accord de paix durable. Mais comme le statu quo est viable pour les deux camps, et comme les parties n'ont pas les moyens de prendre l'ascendant, il n'y aura pas non plus d'escalade dramatique. Téhéran et Washington ne seront pas vaincus. Pourtant, personne ne sortira vainqueur.

Un très mauvais calcul américano-israélien

Dès les premiers jours du conflit, Israël et les États-Unis ont tué le guide suprême iranien Ali Khamenei et plusieurs hauts gradés de l'armée. Cependant, les prédictions d'un effondrement de la République islamique se sont révélées erronées.

Le régime a rapidement remplacé ses dirigeants disparus et a lancé une offensive contre ses ennemis, détruisant des avions de chasse, des lanceurs de missiles et des systèmes radar américains sur des bases disséminées dans le golfe Persique.

Il a pris le contrôle du détroit d'Ormuz et a bloqué le trafic commercial. Ses forces armées ont prouvé leur capacité à continuer d'endommager les bases militaires américaines malgré des bombardements intensifs.

Les forces iraniennes ont également attaqué des infrastructures civiles dans toute la région du Golfe, faisant payer aux partenaires régionaux de Washington leur soutien à l'offensive américano-israélienne.

Ainsi, il est extrêmement improbable qu'Israël et Washington parviennent à forcer Téhéran à faire le moindre compromis significatif. Ils ont tenté à maintes reprises de détruire par des bombardements les responsables et les programmes militaires du régime, mais Téhéran les a rapidement reconstitués.

Les élites du pays ont été endurcies par la guerre. Ils perçoivent le 28 février 2026 de la même manière que les Israéliens perçoivent l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 : comme le moment où leur ennemi a prouvé sa détermination à les massacrer, et donc comme la preuve qu'il doit être vaincu définitivement. Elles n'ont jamais eu grande confiance dans les négociateurs américains ; aujourd'hui, elles n'en ont pratiquement plus aucune.

Par conséquent, après avoir subi la plus grande campagne aérienne israélo-américaine contre leur territoire, et y avoir survécu, on voit mal comment de futures frappes aériennes pourraient accomplir ce que les précédentes n'ont pas réussi à faire. Pour rappel, l'Iran a subi 23 000 frappes en quarante jours, et aucun des objectifs stratégiques

américains n'a été atteint. Huit mois après, la situation est toujours la même pour l'instant.

La République islamique s'attendait depuis longtemps à ce que le guide suprême Ali Khamenei et ses adjoints soient tués, et était donc bien préparée à gérer les conséquences des attentats.

Le gouvernement avait notamment consacré près d'un an à décentraliser son appareil politico-militaire afin que les gouverneurs de province et les commandants militaires puissent agir sans instructions des plus hauts dirigeants. Ces derniers devaient désigner au moins deux personnes pour leur succéder en cas de décès.

Sur le plan interne, la République islamique dispose d'un cadre institutionnel à plusieurs niveaux, clérical, militaire, bureaucratique, conçu précisément pour absorber les chocs et assurer la continuité sous pression, quel que soit le sort réservé à ses dirigeants successifs.

Cette transformation, entamée bien avant la mort de Khamenei, voit le pouvoir glisser progressivement des institutions cléricales vers l'appareil sécuritaire. Les Gardiens de la Révolution (CGRI), initialement cantonné à un rôle militaire, est devenu simultanément acteur politique, appareil de renseignement, conglomérat économique et, à travers son commandement Khatam al-Anbiya, opérateur industriel de premier plan, jusqu'à peser aujourd'hui directement sur la présidence comme sur le Conseil suprême de sécurité nationale.

D'ailleurs, la présidence a d'ailleurs été confiée, après l'assassinat d'Ali Larijani, à un ancien commandant du CGRI, Mohammad Bagher Zolghadr, confirmant cette dynamique de reconfiguration sécuritaire du pouvoir.

Le régime post-Khamenei, plus centralisé, plus militarisé, moins contraint par des factions concurrentes, reflète ainsi autant une continuité qu'une transformation. La République islamique a réagi à la guerre comme elle avait réagi à sa fondation en 1979, en resserrant les rangs autour du CGRI et du Bassidj, la milice chargée de la répression intérieure, dont plusieurs cadres du bataillon de Mojtaba Khamenei avaient déjà, durant la guerre Iran-Irak, servi de tremplin à une génération de héros de guerre devenus dirigeants politiques.

Cette architecture a un coût stratégique direct pour Washington. Les analystes américains ont sans doute correctement identifié de réelles vulnérabilités, mécontentement populaire documenté par les manifestations réprimées avant-guerre, stagnation économique, pressions démographiques, une idéologie de plus en plus perçue comme épuisée y compris au sein du régime.

Néanmoins, ils ont largement surestimé la capacité de la pression extérieure à provoquer, seule, un effondrement systémique. Le système iranien n'est ni un monolithe ni le simple prolongement de la personnalité d'un dirigeant.

Il considère les individus, y compris ses propres dirigeants, comme sacrificiables au service de sa survie à long terme, un trait qui le rapproche davantage d'un « État sécuritaire total » moderne que d'une théocratie révolutionnaire classique.

Ensemble, ces éléments ont préservé une cohérence institutionnelle suffisante pour que l'État puisse continuer à fonctionner. À sa phase de haute intensité et cinétique, la guerre est, pour l'instant, terminée sans issue stratégique décisive.

L'Iran souligne son contrôle sur le détroit d'Ormuz et sa capacité à exercer une pression sur les marchés mondiaux. Les États-Unis et Israël soulignent les graves dégâts infligés aux infrastructures militaires iraniennes et aux réseaux de direction.

Le conflit est entré dans une nouvelle phase, une épreuve d'endurance. La logique dominante de cette nouvelle phase est l'attrition stratégique. Alors que l'Iran a tenté de tirer parti d'Hormuz pour perturber le flux d'énergie mondiale, les États-Unis, en revanche, se sont orientés vers un blocus féroce visant à soumettre leur économie.

Cette dynamique a entraîné une spirale où l'Iran comprime l'économie mondiale ; et en retour, les États-Unis compriment l'économie intérieure iranienne, les deux camps cherchant à éroder la capacité de résistance de l'autre.

Cette compétition pour l'endurance manque un point crucial. La prochaine vague d'hostilités ne ressemblera pas à la précédente, ni ne sera concentrée uniquement sur des cibles militaires.

Elle ne sera pas principalement définie par des frappes de décapitation ou des bombardements conventionnels, mais plutôt par le ciblage systématique des infrastructures. Ce changement reflète une transformation plus profonde dans la manière dont cette guerre est conceptualisée.

Une guerre d'usure

Les États-Unis, ont donné une nouvelle dimension à leur offensive en accumulant les sanctions au blocus de la côte sud iranienne et en procédant à des bombardements périodiques.

Ces mesures ont réussi à restreindre davantage l'accès de l'Iran aux marchés mondiaux, notamment sa capacité à importer diverses marchandises et à exporter des matières premières essentielles comme le pétrole. Mais cela aussi a peu de chances de convaincre le régime.

L'impact économique des restrictions américaines est réel, mais le gouvernement répercutera les conséquences sur la population en réduisant les subventions plutôt

qu'en limitant les dépenses militaires et de sécurité, pourtant indispensables pour se défendre contre les adversaires extérieurs et la dissidence intérieure.

La population doit faire face de front à l'effondrement de la monnaie et à une inflation galopante, et pour les Iraniens ordinaires, qualifier la situation actuelle de tenable serait presque inconcevable.

Ce qui pourrait être insoutenable pour la société iranienne est parfaitement viable pour l'État. La République islamique n'a pas besoin de protéger l'Iran dans son ensemble d'une dégradation économique. Elle doit seulement protéger les institutions et les groupes indispensables à sa propre survie.

Surtout que l'Iran a adopté une stratégie envers les États-Unis caractérisée par l'escalade et l'offensive continue. Cela signifie qu'il ne maintiendra pas le cap ni ne fera de compromis avec Washington.

Au contraire, il intensifiera ses efforts pour nuire aux économies des partenaires régionaux des États-Unis et paralyser les marchés énergétiques mondiaux, tout en multipliant ses attaques contre les infrastructures militaires américaines.

Donald Trump estime que le maintien de la pression économique et militaire servira les intérêts des États-Unis et contraindra finalement l'Iran à revenir à la table des négociations en position de faiblesse. Du point de vue iranien, Trump n'est vulnérable aux pressions intérieures que jusqu'en novembre.

Cela étant, il pourrait se montrer plus agressif encore post-élections. La période actuelle n'apparaît donc pas comme une raison de retenue, mais comme une fenêtre d'opportunité qui se referme. Attendre calmement le scrutin reviendrait à absorber le double blocus naval et aérien tout en offrant à Trump des semaines de stabilité et de prix potentiellement plus bas.

Si les dirigeants iraniens estiment que Trump hésite à renouer avec une confrontation majeure avant les élections, la période jusqu'en novembre pourrait apparaître moins comme une raison de retenue que comme une fenêtre d'opportunité diplomatique qui se referme.

Il est difficile d'imaginer l'Iran accepter cette réalité à long terme. Les déclarations de hauts responsables iraniens suffisent à comprendre que Téhéran ne considère pas ce double blocus comme une situation qu'il peut simplement absorber en attendant que Washington change de cap. C'est là que réside le risque.

À Washington, on peut supposer que la pression peut se maintenir dans les mois à venir sans dégénérer en une vaste campagne, notamment parce que Trump a intérêt à arriver aux élections de mi-mandat avec des prix du pétrole et des carburants aussi bas que possible.

Cependant, Téhéran comprend également le calendrier politique américain. Plus les pressions économiques et sur les transports s'accroissent, plus l'Iran sera incité à démontrer qu'il ne se contentera pas de subir un blocus de plus en plus strict pendant que Washington attend que le calendrier politique américain suive son cours.

Cela pourrait influencer le comportement iranien dans le Golfe. Si les dirigeants iraniens estiment que Trump hésitera à relancer une escalade militaire d'envergure avant les élections, cette même réticence américaine pourrait en réalité inciter l'Iran à intensifier ses ripostes à court terme.

D'où une dynamique dangereuse. Si les décideurs iraniens concluent que Trump a un seuil de riposte plus élevé d'ici novembre, ils pourraient être tentés de tester jusqu'où ils peuvent aller.

Et une moindre propension américaine à riposter à chaque attaque contre la navigation pourrait être lue à Téhéran non comme une désescalade, mais comme la preuve d'une faiblesse politique.

Néanmoins, si Téhéran confond retenue tactique et faiblesse politique, il pourrait continuer à faire pression jusqu'à ce qu'il découvre, potentiellement à travers une riposte américaine beaucoup plus importante, qu'il a mal interprété les limites fixées par le président. Ou peut-être pas.

Téhéran est passé d'un concept de « défense avancée » vers ce qu'on pourrait décrire comme une « offensive avancée », démontrant une plus grande volonté de confronter directement les États-Unis et, surtout, d'initier la pression plutôt que de subir. L'Iran ne semble pas vouloir une autre guerre, mais cela ne signifie pas que Téhéran évitera l'escalade à tout prix.

Le danger critique est que son seuil de tolérance au risque pourrait diminuer à mesure que les dirigeants iraniens deviennent de plus en plus convaincus que Washington est politiquement vulnérable.

Cette combinaison crée précisément l'environnement dans lequel une escalade limitée peut se transformer en quelque chose de bien plus vaste. Non pas parce que l'une ou l'autre partie veut nécessairement une grande guerre, mais parce que Téhéran pourrait de plus en plus croire qu'il peut pousser plus fort sans en déclencher une.

Si l'impasse persiste, le risque augmente également que Téhéran opte pour une action militaire limitée visant à renchérir le maintien du statu quo. Ceci soulève le problème central : il est difficile d'imaginer que les dirigeants iraniens cèdent aux principales exigences américaines à ce stade, mais Trump ne se précipite pas non plus pour revenir à l'arrangement proposé par Téhéran.

Il en résulte que l'impasse ne ramène pas nécessairement les parties à un statu quo stable. Au contraire. Elle crée une situation dans laquelle les États-Unis continuent

d'exercer une pression croissante, tandis que l'Iran est incité à prouver que cette pression ne peut se poursuivre sans conséquences.

La dynamique actuelle pourrait engendrer une escalade. L'Iran pourrait tenter de faire remonter le prix du baril de pétrole, de restreindre la liberté de mouvement aérienne et navale dans la région, ou de menacer les infrastructures des États du Golfe, dans l'espoir que le coût économique et politique contraigne Washington à revoir ses règles du jeu.

Le régime est déterminé à répondre avec force à toute provocation américaine, voire à attaquer sans provocation. Il estime ne pas pouvoir tolérer une présence américaine au Moyen-Orient et est donc prêt à tout pour chasser les États-Unis.

Un véritable risque d'escalade

Le régime peut augmenter la pression sur les États-Unis par divers moyens. Le gouvernement pourrait commencer, par exemple, par bloquer totalement les exportations de gaz et de pétrole du golfe Persique. Téhéran a déjà coupé une grande partie de ce commerce en fermant le détroit d'Ormuz, mais certains États du Golfe peuvent encore accéder directement à l'océan Indien ou en transitant par la mer Rouge.

Pour isoler ces pays, l'Iran pourrait attaquer directement leurs installations de production pétrolière et leurs ports. Il pourrait également se coordonner avec ses alliés houthis au Yémen pour bloquer la mer Rouge en menaçant de bombarder les navires qui la traversent, comme le groupe l'a fait pendant une grande partie de la guerre israélienne à Gaza.

Les Houthis se sont placés en position de force pour bloquer à nouveau cette voie maritime en s'emparant de davantage de territoire aux forces soutenues par l'Arabie saoudite au Yémen. En réponse, Riyad a temporairement fermé l'oléoduc qu'il utilise pour transporter le pétrole du golfe Persique vers la mer Rouge.

L'Iran pourrait également intensifier ses attaques contre ses adversaires directs. Cela pourrait se traduire par des tirs accrus de drones et de missiles sur les bases militaires américaines. Il pourrait aussi s'agir de mener davantage de cyberopérations contre les infrastructures civiles aux États-Unis, comme le pensent les autorités américaines, lorsque l'Iran a temporairement paralysé une partie du réseau d'adduction d'eau du Minnesota.

En cas de nouvelle attaque, l'Iran pourrait cibler plus agressivement les infrastructures civiles de la région du Golfe persique, notamment en frappant des usines de dessalement d'eau jusqu'à rendre certaines zones inhabitables.

Elles pourraient, par exemple, perturber les communications mondiales. Outre le pétrole, le détroit d'Ormuz abrite des infrastructures de communication essentielles, notamment des câbles Internet sous-marins reliant l'Europe à l'Asie du Sud, que Téhéran pourrait

sectionner en déployant des plongeurs de combat, des véhicules sous-marins autonomes ou des navires de surface qui traîneraient leurs ancres sur le fond marin.

Finalement, Téhéran pourrait tenter de faire ce que les responsables américains et israéliens craignent et s'efforcent d'éviter depuis longtemps : se doter de l'arme nucléaire. Le gouvernement iranien continue d'affirmer officiellement qu'il n'a aucune intention de construire des armes nucléaires, mais une grande partie de l'élite du pays, y compris des parlementaires, soutient désormais que Téhéran doit s'en procurer pour établir sa dissuasion.

On ignore encore l'ampleur de cette opinion, et si l'Iran prenait des mesures en ce sens, cela pourrait inciter Israël et les États-Unis à une escalade. Néanmoins, si les dirigeants iraniens concluent que rien d'autre ne pourra empêcher Washington de poursuivre ses attaques, ils pourraient décider que le recours à l'arme nucléaire est la solution responsable.

Toutefois, même si l'Iran ne recourt pas immédiatement à l'arme nucléaire, Israël et les États-Unis pourraient répondre à ses provocations par des attaques plus énergiques et de plus grande envergure.

Toutefois, sans une invasion terrestre massive et extrêmement coûteuse, il est difficile de prévoir ce que les Israéliens et les Américains pourront accomplir de plus.

Le régime iranien a démontré sa capacité d'adaptation et se considère engagé dans une lutte existentielle qu'il doit absolument gagner. Si Israël et Washington mènent davantage de frappes ciblées, détruisent des infrastructures critiques ou déploient des troupes au sol, ils ne feront probablement que renforcer la détermination de la République islamique, et le régime s'engagera davantage dans l'escalade.

Dans la guerre classique, l'objectif principal était la destruction des capacités militaires ennemies. Dans la doctrine émergente de la guerre d'infrastructure, la cible n'est pas la capacité militaire ; c'est plutôt le système nerveux de l'énergie de l'État, avec les réseaux énergétiques, les réseaux électriques et les lignes de transmission, les systèmes de transport, la capacité industrielle, les systèmes d'eau, les chaînes d'approvisionnement en santé et les services publics devenant les nœuds centraux du conflit.

Les détruire bouleverse toute l'architecture de la gouvernance moderne et de la vie économique. Son objectif stratégique est de vider la capacité institutionnelle d'un gouvernement et de le forcer à se retrouver dans un état de dysfonctionnement géré dont la reprise est lente, coûteuse et déstabilisante politiquement.

La logique sous-jacente opère à trois niveaux :

1. Affaiblissement économique : les frappes sur les installations énergétiques et industrielles réduisent la production, perturbent les chaînes d'approvisionnement et

alimentent l'inflation, ce qui prive l'État des recettes fiscales nécessaires à son fonctionnement.

2. Dégradation de la capacité administrative : la perturbation des réseaux de communication et de transport complique la coordination des politiques publiques et la gestion de crise par les institutions étatiques.

3. Érosion de la cohésion sociale : coupures d'électricité, pannes des systèmes d'eau, ruptures d'approvisionnement médical font peser sur la population civile un coût immédiat susceptible, à terme, d'éroder la confiance envers l'État, au risque, documenté par les données disponibles, de nourrir plutôt le ressentiment anti-américain que la contestation interne.

Cette approche découle en partie de l'échec perçu de la stratégie de décapitation antérieure entre les États-Unis et Israël. La destruction des infrastructures est un mécanisme visant à saper la capacité de gouvernance via une voie interconnectée à trois niveaux.

Premièrement, cela affaiblit les fondements économiques de l'État. Les grèves contre les installations énergétiques, les usines industrielles, les réseaux de transport et les réseaux électriques réduisent la production, perturbent les chaînes d'approvisionnement et génèrent des pressions inflationnistes. À mesure que l'activité économique se contracte, les recettes de l'État diminuent, limitant les ressources fiscales nécessaires à la fourniture des biens publics et au maintien des fonctions de l'État.

Deuxièmement, de telles frappes visent à dégrader la capacité administrative et de gouvernance. Les États modernes s'appuient sur les systèmes de communication, les réseaux de transport, les infrastructures de données et les installations opérationnelles pour coordonner les politiques et fournir des services.

Lorsque ces systèmes sont perturbés, les agences gouvernementales et les institutions étatiques rencontrent des difficultés croissantes pour coordonner les politiques, mettre en œuvre les décisions, gérer les crises et maintenir un contrôle efficace à travers le territoire.

Troisièmement, la défaillance des institutions et la capacité moderne de l'État sapent la résilience sociétale. Lorsque l'électricité tombe en panne, que les systèmes d'eau tombent en panne, que les chaînes d'approvisionnement médicales sont perturbées et que les logements sont détruits, les civils en assument les coûts immédiats.

Au-delà des difficultés matérielles, une perturbation prolongée génère un mécontentement social, affaiblit la confiance du public et érode la cohésion sociale nécessaire à la stabilité politique. Le résultat n'est pas seulement des difficultés, mais aussi une érosion cumulative de la stabilité sociale et de la confiance, créant une poudrière propice à la guerre civile.

Le mécanisme central d'une telle guerre contre les infrastructures est de créer une boucle de rétroaction auto-renforçante de dégradation, de perturbations économiques qui affaiblissent les institutions de l'État et alimentent les troubles sociaux, ainsi que d'un trouble social qui augmente encore la pression sur l'État, rendant l'État affaibli incapable.

Affaiblir systématiquement les capacités de l'État conduit non seulement à une réduction de l'efficacité existante, mais aussi à un affaiblissement des institutions dont un État a besoin pour maintenir l'ordre.

Cette dynamique pousse progressivement le pays ciblé vers un « échec de l'État ». Dans cette situation, l'État ne disparaît pas simplement, mais devient de plus en plus incapable de gouverner efficacement et de protéger son monopole sur la violence. Les services publics se détériorent, l'activité économique décline et l'autorité politique se fragmente.

Du point de vue de Washington, la raison de mener une campagne à grande échelle visant les infrastructures iraniennes est claire. Si les stratégies de pression militaire directe et de décapitation échouaient à produire le résultat souhaité de changer le comportement de Téhéran, alors une campagne plus large de perturbations systémiques pourrait être vue comme la prochaine étape.

Un pouvoir qui pourrait forcer la direction iranienne survivante à retourner à la table des négociations dans des conditions bien plus sévères. Les risques d'une telle stratégie sont cependant considérables.

La guerre d'infrastructure est intrinsèquement difficile à contenir une fois lancée. L'Iran serait peu susceptible d'absorber de telles attaques sans une riposte asymétrique et peut-être disproportionnée, ce qui régionaliserait davantage le conflit.

Sa position géographique et ses capacités établies lui permettraient de cibler non seulement les intérêts israéliens et américains, mais aussi les infrastructures critiques de leurs partenaires dans le golfe Persique, en particulier les Émirats arabes unis.

Les installations énergétiques, les ports, les installations de dessalement et les réseaux logistiques pourraient tous devenir des cibles, transformant le conflit en un conflit plus large de perturbations mutuelles des infrastructures.

Les conséquences d'une telle escalade dépasseraient largement les combattants immédiats. Le golfe Persique est un centre vital de l'économie mondiale, et les perturbations de son infrastructure énergétique résonneront dans le monde entier.

Les prix du pétrole devraient exploser, les chaînes d'approvisionnement feraient face à une pression renouvelée, et les marchés financiers pourraient connaître une volatilité importante. L'impact économique mondial des infrastructures détruites au Moyen-Orient

ne se limiterait donc pas à la seule région, mais se ferait sentir dans tout le système international.

Par exemple, le golfe Persique se trouve également au cœur du commerce mondial des engrais, notamment en ammoniac et en urée, grâce à sa base pétrochimique alimentée au gaz. Environ un cinquième des flux mondiaux d'engrais traversent la région, incluant environ 15 % du commerce d'ammoniac et une part disproportionnée des exportations d'urée, atteignant selon certaines estimations près de la moitié des volumes commerciaux mondiaux.

Les perturbations dans ces chaînes d'approvisionnement peuvent se traduire par une réduction de la production agricole à l'échelle mondiale. Cela crée un effet en cascade allant des chocs énergétiques à l'insécurité alimentaire. Contrairement au pétrole, qui peut être partiellement compensé par des réserves stratégiques, les perturbations des intrants agricoles sont sensibles au temps et plus difficiles à substituer.

Si vous manquez un cycle de plantation, les effets peuvent durer des années. Le résultat n'est pas seulement de l'inflation, mais aussi une inflation structurelle dans le monde entier, provoquée par une capacité productive réduite plutôt que par des pics temporaires des prix. Pour les États-Unis et leurs alliés, cela pose un dilemme.

La guerre des infrastructures peut offrir une voie pour faire pression sur l'Iran, mais elle risque aussi de déclencher une crise systémique plus large. Néanmoins, à mesure que le conflit évolue, les outils de pression évoluent. Le champ de bataille passe des lignes de front aux fondations.

La troisième phase de l'offensive militaire américaine, si elle a lieu, sera une guerre d'infrastructures systématique, structurellement ciblée, et conçue pour compresser la capacité de gouvernance de l'Iran jusqu'à ce que le calcul de la négociation change.

À ce moment-là, l'Iran n'aura plus grand-chose à perdre. La probable riposte de l'Iran, par des frappes asymétriques, une escalade régionale ou des attaques sur les vulnérabilités du CCG, complèterait ce cycle, soulignant comment la guerre d'infrastructure risque de produire une escalade réciproque plutôt qu'une contrainte stratégique. Une fois cette phase commencée, il sera bien plus difficile de la contrôler.

D'une certaine manière, l'Iran a déjà connu une telle situation. Juste après la fondation de la République islamique, le pays a été envahi par l'Irak et a subi des attaques répétées et meurtrières perpétrées par des groupes d'opposition armés. Les survivants ont alors compris que, pour perdurer, le régime devait faire preuve de plus qu'une simple résilience organisationnelle. Il lui fallait également riposter fermement contre ses opposants afin de les dissuader de le défier.

Hormis Mojtaba Khamenei, les nouveaux dirigeants iraniens sont toujours issus de l'élite de l'ère révolutionnaire et n'ont pas oublié les leçons de cette période. Ils ont décidé que,

pour stopper les frappes américaines et israéliennes, ils devaient une fois de plus tout mettre en œuvre pour démontrer leur force, quitte à mener une offensive pendant des années. Téhéran est donc plus que prêt à frapper un nombre croissant de cibles jusqu'à ce que les États-Unis cèdent.

L'Iran veut le départ des Etats-Unis

En d'autres termes, l'objectif à long terme de l'Iran est de rendre le maintien de ses troupes dans la région si pénible que Washington n'ait d'autre choix que de retirer la majeure partie de ses troupes, d'accepter le contrôle de Téhéran sur le détroit d'Ormuz et de reconnaître la République islamique comme une puissance pérenne.

Le nouveau Guide Suprême Mojtaba Khamenei a promu des chefs militaires bellicistes pour remplacer leurs collègues décédés et leur a ordonné de se préparer à des « opérations offensives contre l'ennemi ». Mohsen Rezaei, commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique pendant la guerre Iran-Irak, est devenu secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien et a déclaré que l'Iran ciblerait les intérêts économiques et les compagnies pétrolières américaines, en plus des installations militaires.

Le pays a également commencé à attaquer ouvertement les partenaires régionaux de Washington. (Avant le 28 février, Téhéran exerçait une influence militaire considérable au Moyen-Orient, principalement grâce à son réseau d'alliés non étatiques.)

Désormais, le régime a lancé des attaques préventives. En juillet, par exemple, il a frappé des bases militaires américaines en Jordanie, les accusant de servir de base arrière pour des attaques contre l'Iran. Ce faisant, Téhéran a tué trois soldats américains.

La nouvelle stratégie du régime iranien ne se limite pas à dissuader Washington psychologiquement. Elle vise également à affaiblir systématiquement l'infrastructure militaire et de renseignement américaine au Moyen-Orient.

En ce sens, l'Iran développe sa propre version de la stratégie israélienne d'entretien des zones, consistant à mener des attaques limitées et répétées afin d'affaiblir les capacités de l'adversaire entre les principaux conflits.

Ce faisant, il espère réduire la capacité des États-Unis à protéger leurs alliés et leurs propres forces contre de futures frappes iraniennes, et donc les inciter à se désengager de la région.

En revanche, le régime iranien devra faire preuve de prudence avant d'entreprendre une escalade, même de moindre ampleur. Les autorités iraniennes cherchent des moyens de contourner les sanctions et de briser le blocus, mais la poursuite des hostilités engendrera presque certainement une riposte américaine, et avec un président aussi impulsif que Donald Trump, celui-ci pourrait rentrer dans une véritable colère noire.

Les États-Unis, bien sûr, n'ont pas épuisé toutes leurs options. Ils pourraient déployer des troupes au sol. Mais de telles opérations entraîneraient probablement un nombre bien plus important de pertes américaines et feraient encore grimper les prix de l'énergie. Pour ces raisons, elles sont politiquement irréalisables.

Washington pourrait lancer des frappes aériennes contre des infrastructures majeures, causant des dommages irréversibles au réseau énergétique, aux systèmes de transport et de communication, ainsi qu'à d'autres installations iraniennes. Mais Téhéran riposterait de la même manière contre les alliés américains dans le Golfe, provoquant également une flambée des prix de l'énergie.

De même, les responsables iraniens ont peu de raisons de croire qu'une escalade spectaculaire contraindrait Washington à reculer ; elle pourrait tout aussi bien déclencher une riposte bien plus destructrice de la part d'un président américain impulsif. Pour l'instant, Téhéran privilégiera donc probablement une stratégie consistant à imposer des coûts mesurés aux États-Unis, à préserver son influence et à tester la détermination américaine sans franchir le seuil qui entraînerait des attaques massives.

En théorie, l'Iran et les États-Unis pourraient résoudre ces différends par la voie diplomatique. Mais en pratique, la confiance entre les deux pays est insuffisante pour accepter des compromis durables.

Prenons l'exemple du mémorandum d'entente signé en juin dans l'espoir de mettre fin à la guerre. Cet accord était censé répondre aux priorités des deux pays en rouvrant le détroit d'Ormuz et en instaurant des négociations sur le programme nucléaire iranien, en échange d'un allègement général des sanctions et de la cessation des attaques contre l'Iran et ses partenaires.

Or, il est vite apparu que les responsables américains et iraniens étaient en désaccord sur les détails.

Washington soutenait que l'accord autorisait à nouveau la navigation dans le détroit, tandis que Téhéran affirmait pouvoir continuer à dicter les modalités de transit et à imposer des droits de passage. L'Iran a ainsi ouvert le feu sur des navires empruntant le détroit au large des côtes omanaises plutôt qu'au large des siennes, provoquant la colère des responsables américains.

De son côté, l'Iran accusait Washington de violer l'accord en ne débloquent pas immédiatement ses avoirs gelés et en ne faisant pas obstacle aux frappes israéliennes contre le Hezbollah.

Les deux parties ont conclu que l'autre agissait de mauvaise foi, et le conflit a repris.

Pour l'instant, la guerre semble se maintenir. Washington n'a atteint aucun de ses objectifs déclarés et a épuisé des stocks considérables de munitions. Pourtant, les États-

Unis ont encore les moyens de poursuivre le conflit et estiment que le coût d'une capitulation est supérieur à celui de la poursuite des hostilités.

La société iranienne est confrontée à des années de pauvreté et d'insécurité. Mais la République islamique, elle, est stable et ne pense pas pouvoir se permettre de faire des concessions significatives.

Tel est le paradoxe de ce conflit. Les deux camps en sortent affaiblis. Aucun ne peut l'emporter. Mais ils continuent le combat malgré tout, car les alternatives leur sont totalement inacceptables.